

Dossier de demande d'habilitation à  
délivrer un Diplôme d'Université

Domaine de formation : Droit

Intitulé du DU : Droit du numérique

Date : 14/01/2019

Nom du fichier : Dossier DU Droit  
du Numérique

Nom de la composante ou du service assurant la responsabilité du DU : UFR DROIT  
ET SCIENCE POLITIQUE

## 1 - Fiche d'identité

Composante(s) assurant la responsabilité administrative et pédagogique de la formation :

UFR Droit et Science Politique

Composante(s) partenaire(s) :

Autre(s) établissement(s) concerné(s) :

— cohabilitation :

— convention :

- autres : ~~préciser la nature~~

Date et numéro d'enregistrement : **Réservé à l'administration**

Responsable de la formation : *un nom au maximum*

Nom, prénom	Qualité	CNU	Tél.	E-mail professionnel
BRUNAUX Geoffray	MCF	01	06 89 74 94 79	geoffray.brunaux@univ-reims.fr

**Responsable des parcours (si nécessaire) : un nom au maximum par parcours**

Parcours	Nom, prénom	Qualité	CNU	Tél.	E-mail professionnel
1					
2					
3					
4					
5					

Date et avis du conseil de gestion de l'UFR :

Date et avis du CFVU : **Réservé à l'administration**

Date et avis du CA : **Réservé à l'administration**

Création : **oui**

## 2-Présentation générale de la formation

### A - Généralités

La formation consiste en un diplôme universitaire destiné à former des titulaires d'un Master de Droit ou d'informatique, ou des professionnels, à certains domaines du droit du numérique : commerce électronique, droit des données à caractère personnel, cybercriminalité, appréhension juridique des nouvelles technologies. Un enseignement de

construction du projet professionnel est également dispensé pour faciliter l'intégration ou la réorientation de l'activité professionnelle des participants.

## **B – Positionnement de la formation dans le contexte LMD**

Préciser ici si la formation est d'un niveau

- **Master**

### **3–Description de la formation**

#### **A - Généralités**

##### **➤ Historique :**

*La création de cette formation est destinée à répondre aux besoins de juristes spécialisés en droit du numérique, notamment en raison de l'entrée en vigueur du règlement européen du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Ses articles 37 et suivants imposent aux entreprises et aux autorités publiques procédant à un traitement des données la désignation d'un délégué à la protection des données. Ses missions sont notamment de s'assurer que la réglementation applicable au traitement des données personnelles est respectée, et de conseiller le responsable du traitement des données ou le sous-traitant quant aux mesures adéquates.*

*La formation ne se limite pas seulement à la seule réglementation des données personnelles. Son but est également de fournir une meilleure connaissance et une culture juridique plus large portant sur la majorité des risques et problématiques juridiques que des juristes peuvent être amenés à rencontrer dans le domaine du numérique : commerce électronique, cybercriminalité, analyse des nouvelles technologies.*

##### **➤ Positionnement :**

*La formation a pour objet de répondre à des besoins tant régionaux que nationaux. Ainsi, à compter du 25 mai 2018, toute autorité ou organisme public dont l'activité les amène à traiter à grande échelle des données sensibles doit désigner un délégué à la protection des données personnelles pour s'assurer du respect des règles de droit applicable.*

*L'ensemble des enseignants sont des spécialistes du droit des activités numériques, issus tant du monde universitaire que judiciaire (avocats, magistrats notamment).*

##### **➤ Présentation synthétique :**

*La formation se compose de cinq unités, portant respectivement sur le commerce électronique, les données personnelles, la cybercriminalité, l'appréhension des nouvelles technologies, et la construction du projet professionnel.*

#### **B – Objectifs Pédagogiques**

##### **➤ Connaissances :**

Dispenser les connaissances théoriques et pratiques applicables aux activités numériques permettant :

- Aux étudiants d'être directement opérationnels dans des services juridiques spécialisés
- Aux professionnels de compléter ou de parfaire leurs compétences dans leur domaine d'activité, et de répondre à leur obligation de formation continue.

➤ **Compétences :**

- Savoir mettre en place une activité de commerce électronique conforme à la réglementation en vigueur
- Savoir collecter et utiliser, dans le respect des règles de droit, les données personnelles fournies au professionnel à l'occasion de son activité
- Être capable d'identifier et de se protéger contre des actes malveillants relevant de la cybercriminalité
- Apprendre à transposer les règles de droit existantes et à analyser juridiquement les nouvelles technologies qui pourraient être rencontrées lors de l'exercice de l'activité professionnelle

**C – Dispositions réglementaires**

➤ **Conditions d'admission**

**Être titulaire d'un Master 1 de Droit OU d'informatique  
OU justifier d'une expérience professionnelle suffisante dans le secteur du droit du numérique.**

➤ **Modalités de contrôle des connaissances :**

- *les modalités de capitalisation des UE*
  - **Unité 1** : remise d'une direction de recherche (10 pages) sur une thématique du commerce électronique choisie avec un enseignant, coeff. 2.
  - **Unités 2 et 4** : rédaction d'un mémoire commun aux deux unités (30 pages) sur une thématique relative aux données personnelles et l'utilisation des nouvelles technologies, coeff. 4.
  - **Unité 3** : remise d'une direction de recherche (10 pages) sur une thématique de cybercriminalité choisie avec un enseignant, coeff. 2.
  - **Unité 5** : Elaboration d'un projet professionnel : formalisation du projet professionnel, simulation d'entretien, évaluation des CV et des lettres de motivation, coeff. 1.

Une session 2 est organisée. Les unités validées sont capitalisées.

- *l'adaptation des modalités à la formation continue*

Les enseignements sont dispensés en modules de 2 jours (jeudi-vendredi), au rythme d'une session par mois, de septembre à juin. L'objectif est une meilleure prévisibilité du calendrier, notamment pour les professionnels.

➤ **Jurys**

Les enseignants intervenant dans le diplôme sont membres du conseil de perfectionnement du diplôme et membres du jury.

Le conseil de perfectionnement comprend également deux étudiants du diplôme.

➤ **Droit de scolarité**

- Afin de supporter le changement de maquette, et d'organiser un colloque annuel dans le cadre du DU, une augmentation des droits d'inscription est demandée :

- Formation initiale : 800€ (600€ en 2018-2019)
- Formation continue individuelle : 2100€ (1500€ en 2018-2019)
- Formation continue conventionnée : 2500€ (2000€ en 2018-2019)

#### **D – Organisation pédagogique de la formation :**

Responsable du diplôme		
Nom : BRUNAUX	Grade : MCF	
Prénom : Geoffray	Section CNU : 01	
Discipline principale enseignée : Droit privé	Equipe de recherche de rattachement : CEJESCO	
☎ : 06 89 74 94 79	Fax :	e-mail : geoffray.brunaux@univ-reims.fr

#### ➤ Organisation de la formation

##### **UNITE 1 : COMMERCE ELECTRONIQUE**

COURS	Heures	Enseignant	Institution	Coefficient	CM/TD
Commerce électronique	12h	G. BRUNAUX	URCA	2	CM
Contentieux des plateformes	3h	G. HAAS	Avocat		CM
Droit de la propriété intellectuelle	6h	N. MAXIMIN	Editions Dalloz		CM

##### **UNITE 2 : DONNEES PERSONNELLES**

COURS	Heures	Enseignant	Institution	Coefficient	CM/TD
Droit des données à caractère personnel	15h	S. PREVOST	Editions Dalloz	4	CM
Cas pratiques et mises en situation	10h	G. HAAS (5h) C SZTEJHORN (5h)	Avocat Editions Dalloz		TD

### UNITE 3 : CYBERCRIMINALITE

COURS	Heures	Enseignant	Institution	Coefficient	CM/TD
Contexte législatif et international	3h	E. DAOUD	Avocat	2	CM
Contexte et typologie des attaques	3h	Fr. BARBIER-CHASSAING	Avocat Général Cour d'appel de Paris		TD
Organisation judiciaire, policière, et coopération des services	5h	J.-B. CRABIERES	Juge d'instruction TGI de Chartres		CM
Perspectives de la cybercriminalité	5h	Fr. BARBIER-CHASSAING	Avocat Général Cour d'appel de Paris		CM
Les devoirs des entreprises et des citoyens sur le numérique	3h	A.SIGNOUREL	Conseiller juridique Direction centrale de la police judiciaire Sous-direction de la lutte contre la cybercriminalité		CM

### UNITE 4 : APPREHENDER LES NOUVELLES TECHNOLOGIES

COURS	Heures	Enseignant	Institution	Coefficient	CM/TD
Nouveaux outils juridiques : Blockchains, Smart contracts, Legal Tech	3h	C SZTEJHORN	Editions Dalloz	4	TD
Sensibilisation au codage et au langage informatique et à ses enjeux	3h	B. MATHIS	Consultant Ingénieur informaticien Membre d'Open Law		TD
Droit de l'intelligence artificielle	6h	F. DEFFERRARD (3h) E. DAOUD (3h)	URCA Avocat		CM

## UNITE 5 : CONSTRUCTION D'UN PROJET PROFESSIONNEL

COURS	Heures	Enseignant	Institution	Coefficient	CM/TD
Construction d'un projet professionnel	8h	S. PREVOST	Editions Dalloz	1	TD

Fourchette de volume horaire global pour un étudiant pour ce diplôme : 83 heures

*Dont :*

- Cours : 56 heures
- TD : 27 heures
- TP : ... heures
- Travail personnel attendu: 80 heures

### **E – Equipe Pédagogique de la formation**

*Remplir le tableau ci-dessous pour les enseignants et enseignants-chercheurs et intervenants professionnels :*

Nom et qualité des enseignant(e)s-chercheur(e)s, enseignant(e)s, chercheur(e)s, professionnel(le)s	Section CNU *	Composante d'appartenance ou établissement ou entreprise	Equipe de recherche de rattachement	Nombre d'heures dispensées	UE concernées
Françoise BARBIER-CHASSAING	Avocat Général, Cour d'appel de Paris			5h CM + 3h TD	Contexte et typologie des attaques ; Perspectives de la cybercriminalité
Geoffray BRUNAUX	MCF, 01	Droit	CEJESCO	12h CM	Commerce électronique
Jean-Baptiste CRABIERES	Juge d'instruction, Tribunal de grande instance de Chartres			5h CM	Organisation judiciaire, policière, et coopération des services ;
Emmanuel DAOUD	Avocat, Barreau de Paris			6h CM	Contexte législatif et international ; Droit de l'intelligence artificielle
Fabrice DEFFERRARD	MCF HDR, 01	Droit	CEJESCO	3h CM	Droit de l'intelligence artificielle

Gérard HAAS	Avocat, Barreau de Paris			3h CM + 5h TD	Contentieux des plateformes ; Cas pratiques et mises en situation ;
Bruno MATHIS	Ingénieur			3h TD	Sensibilisation au codage et au langage informatique et à ses enjeux
Nathalie MAXIMIN	Rédactrice éditions Dalloz			6h CM	Droit de la propriété intellectuelle
Stéphane PREVOST	Rédacteur en chef revue Dalloz IP/IT			15h CM + 8h TD	Droit des données à caractère personnel ; Construction d'un projet professionnel
Aude SIGNOUREL	Conseiller juridique Direction centrale de la police judiciaire Sous-direction de la lutte contre la cybercriminalité			3h CM	Les devoirs des entreprises et des citoyens sur le numérique
Camille SZTEJNHORN	Direction Pôle universitaire Editions Dalloz			8h TD	Cas pratiques et mises en situation ; Nouveaux outils juridiques

#### F – Stages :

Dans la formation un ou des stages sont-ils prévus ? **Non**

#### G – Ouverture internationale de la formation

**Non**



## **H – Ouverture à la formation continue et à la validation d’acquis**

**a- Existe-t-il des dispositifs spécifiques favorisant l’accueil d’un public de formation continue ?**

**Oui.**

Le diplôme est également accessible aux praticiens justifiant d’une activité professionnelle suffisante, ce quel que soit leur niveau d’études antérieures.

Les enseignements seront délivrés par sessions de deux jours, au rythme d’une session par mois, de septembre à juin, afin que les professionnels puissent organiser leur activité en considération de l’emploi du temps.

Les enseignements pourront également être suivis à distance, par la mise à disposition des vidéos des cours dispensés.

**b- existe-t-il des dispositifs spécifiques favorisant les validations d’acquis ?**

**Non.**

Etant donné le mode de sélection des inscrits, cela n’est pas nécessaire.

En outre, il n’est pas possible d’obtenir de dérogation pour certains cours, dès lors que la formation vise à dispenser des connaissances et compétences directement mobilisables dans la pratique.

## **I – Démarches innovantes**

Etant dispensés par des professionnels, plusieurs enseignements reposeront sur l’étude de cas pratiques et l’analyse de cas concrets

La rédaction de directions de recherche et d’un mémoire, sur des thématiques déterminées en début de formation, sera demandée aux auditeurs. Selon la qualité des travaux, ceux-ci pourront faire l’objet d’une publication dans la revue Dalloz IP/IT.

Un colloque annuel est également organisé. Les auditeurs seront amenés à participer activement à sa préparation, tant matériellement que substantiellement. La thématique est déterminée en début d’année. Selon les sujets choisis pour les directions de recherche, certains auditeurs pourront participer au colloque en présentant les résultats de leurs travaux.

## **J – Autres modalités pédagogiques :**

Plusieurs supports d’enseignements seront mis à la disposition des auditeurs via l’espace numérique de travail.

Les dossiers et cas pratiques à préparer pourront faire l’objet d’échanges avec les intervenants par le biais d’outils de communication à distance, notamment des outils de travail collaboratif.

#### **4-Budget de la formation**

*Voir annexe*